



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

**Forum régional africain pour le développement durable**

**Observations de clôture**

**de**

**Carlos Lopes**

**Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies  
et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique**

**18 juin 2015**

**Addis-Abeba (Éthiopie)**

M. Mayacine Camara, Président du Bureau de la neuvième session du Comité du développement durable,

Excellences,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Mesdames et Messieurs,

L'Afrique a parcouru un long chemin depuis sa participation à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro il y a 23 ans, conférence qui a été la première à appeler l'attention mondiale sur le programme de développement durable. La région a été un acteur de premier plan au Sommet mondial sur le développement durable, tenu à Johannesburg en 2002, où elle a fait l'objet d'une attention particulière. Le Sommet a marqué un tournant essentiel dans la perception du développement durable: il n'était plus question d'isoler les questions environnementales, mais de les intégrer au développement économique et social. Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique a également été reconnu comme constituant un cadre pour le développement durable dans la région. Vingt ans plus tard, à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), de nouveaux concepts du développement durable ont été présentés, notamment la notion d'une économie verte, en plus d'un cadre institutionnel plus solide pour l'avenir. C'est à cette Conférence que l'Afrique est apparue comme une force incontournable et présentant un front uni, qui a forcé le monde à écouter. Le Document final de Rio+20, *L'avenir que nous voulons*, reflète dans une grande mesure les préoccupations et les priorités de l'Afrique.

Mesdames et Messieurs,

Depuis plus d'une décennie, l'Afrique enregistre une croissance économique soutenue, de 5 % en moyenne. Certains pays du continent figurent maintenant parmi les pays connaissant la croissance la plus rapide au monde. Au plan social, la région a fait des progrès encourageants: la pauvreté recule dans de nombreux pays, les dépenses publiques d'éducation n'ont cessé d'augmenter et la plupart des pays ont atteint les objectifs de scolarisation primaire universelle et de parité entre garçons et filles dans l'enseignement primaire. Le développement de la région dépend en grande partie des biens et services dérivés de son environnement et de sa dotation en ressources naturelles. Les ressources foncières, les sols, l'eau, les forêts, la biodiversité, les écosystèmes marins et les ressources minérales sont la base de la production primaire et ils sous-tendent les secteurs clefs qui sont les moteurs du développement.

L'Afrique est toutefois confrontée à de nombreux défis. Si l'on constate effectivement des progrès en ce qui concerne les indicateurs de santé, d'égalité entre hommes et femmes et d'autonomisation des femmes, ils sont pas assez rapides. La pauvreté, les inégalités et la faim extrême sont encore des obstacles au développement durable. Il faut donc réorienter la croissance de façon qu'elle se traduise par des améliorations du développement humain et constitue un fondement solide pour le développement durable. Alors que l'Afrique s'engage sur la voie de la croissance durable et de la transformation structurelle, la gestion de son capital naturel est cruciale. Le développement durable demande également de lutter contre le changement climatique et de le considérer comme un défi mondial inéluctable et urgent, ayant des implications à long terme sur les systèmes sociaux, économiques et écologiques.

Il faut donc des changements d'orientation importants pour passer de la théorie à la pratique. Le montant des ressources nécessaires pour le cadre de développement de l'après-2015, notamment les objectifs de développement durable, est considérable. En outre, les ressources financières doivent s'accompagner du renforcement des capacités, du développement technologique, du commerce équitable et de l'accès aux marchés, sans oublier une bonne gouvernance et des institutions efficaces. Ces moyens de mise en œuvre ne peuvent exister en l'absence de partenariats mondiaux dignes de ce nom, étayés par des responsabilités communes mais différenciées.